

complet du recensement de cette année, les données nécessaires pour en juger, à moins que les deux recensements de 1891 et de 1901 ne seient également sujets à caution, ce qu'à priori nous serions très disposés à croire d'après les faits publiés par la presse quotidienne.

LE PROBLEME DE LA NOUR-RITURE

Il y a bien des gens pour qui le problème de la uourriture à bon marché est souvent à résoudre. Actuellement à Chicago, les ouvriers en font l'expérience. Le secrétaire de l'Economical Food Bureau qui recueille des statistiques pour le gouvernement au sujet de la nourriture à bon marché déclare que les pauvres ont à faire face à une crise qui pourrait complètement modifier leur manière de vivre et les forcer à adopter quelque substitut en remplacement des pommes de terre, des choux et des fèves. Le secrétaire, M. Stewart, a fait des recherches très étendues sur les conditions qu'a créées la hausse exceptionnelle des prix des légumes.

"Le riz," dit-il, "deviendra forcément une nourriture de plus en plus populaire, car ses prix ne sont pas très variables et ses qualités nutritives sont à peu près les mêmes que celles des pommes de terre. Ce resserrement oblige les travailleurs à manger plus de soupe et de fricassée qu'auparavant; en fait, ceux qui ne sont pas au courant des choses seraient absolument étonnés s'ils savaient à quel point ce genre de nourriture est mis en usage depuis le 1er juillet.

"L'orge et le riz, le blé d'inde et le hominy pénètrent tous les jours dans les ménages qui ne les connaissaient que de nom. Un ouvrier n'a pas les moyens de se payer des choux quand on les vend 10c la tête et que cette tête est petite. Les pommes de terre de choix valaient hier \$1.75 le minot; quel est le pauvre homme qui peut en manger ?"

Les choux et les pommes de terre sont des légumes qui ont des ennemis, les chenilles dévorent les premiers et la mouche à patates cau sent des dommages considérables aux derniers. Par des temps de sécheresse comme ceux que nous avons traversés, ces ennemis des deux légumes populaires ont causé partout de grands ravages et sans qu'ici nous ayons à craindre,—espérons-le du moins, car la récolte n'est pas mûre encore—des prix aussi

durs que ceux de Chicago, nous pouvons nous attendre à payer, cette année, plus cher que d'habitude pour les deux sortes de légumes en question.

Ce qui se passe à Chicago se reproduira sans doute ici sous une bien moins large échelle. Le commerce d'épiceries vendra sans doute aussi à Montréal plus de riz, plus d'orge et plus de blé d'inde que de coutume; il ne le regrettera sans doute pas.

Si nous avons traité ce sujet c'est afin de montrer aux commerçants que rien ne doit leur être indifférent et qu'il leur appartient de se renseigner sur l'état des récoltes qui ont, sur toutes les affaires en général, une influence qu'on ne saurait trop étudier.

TRUST ET CONSOLIDATION

Aux Etats Unis, les écrivains spéciaux protestent contre l'abus du mot "trust". Il font remarquer combien ce terme est employé improprement. Toutes les fois qu'ils en trouvent l'occasion, ils affectent de lui préférer le mot de "combinaison" ou, mieux encore, celui de "consolidation."

C'est que, entre les véritables "trusts" d'autrefois, entre ces syndicats d'accaparement que les législateurs américains déclarèrent illégaux et les énormes agrégations financières et industrielles qui viennent d'être formées récemment, il y a une différence que beaucoup de gens ignorent.

La "consolidation" actuelle n'est pas un trust, n'a rien de commun avec l'ancien "trust". Voilà qui est certain.

Le système illégal du "trust," qu'était-il? Un petit nombre de financiers et d'industriels groupaient les actions de plusieurs organisations jusqu'alors concurrentes; ils accaparaient ces titres qui étaient ainsi "trusteed" entre leurs mains. Et les propriétaires de ces actions disposaient d'un pouvoir absolu, illimité, sans contrôle dans la zone d'activité humaine qu'ils avaient envahie. De pareilles combinaisons devaient évidemment être jugées intolérables; de violentes oppositions leur furent faites jusqu'à ce que la loi finalement les interdit.

Le système des "consolidations" actuelles est tout autre.

Les représentants les plus importants d'une corporation, comme celle de la métallurgie, conviennent

d'amalgamer entièrement leurs entreprises : douze ou quinze Compagnies se combinent en une Compa-gnie géante, une "consolidation" à capital unique. Ce capital unique est divisé en un nombre immense de titres dont chacun des anciens propriétaires ou chacune des anciennes Compagnies qui disparaissent dans l'association reçoit une part proportionnée à son importance antérieure. De plus, des actions nouvelles sont émises, et tout capitaliste peut à la Bourse de Wall street, prendre dans une "consolidation" un intérêt aussi grand que cela lui convient. Tout propriétaire peut entrer dans une "consolidation." Il était impossible de pénétrer dans un "trust" à moins d'être considéré par ceux qui le formaient comme un complice, et admis par eux à ce titre.

La formation du trust d'autrefois n'était qu'une manœuvre de Bourse. un artifice de spéculateurs. La "consolidation" d'aujourd'hui est le fusionnement réel, l'unification matérielle de plusieurs organisations jusqu'alors rivales. Le "trust" ne cherchait nullement à réduire les frais généraux de production, à perfectionner les outillages. Comme il n'y avait point indivision ni tentative d'unification entre les compagnies qu'il englobait momentanément, pour chacune de ces compagnies un président, un vice-président, toutes sortes de parasites continuaient à toucher de gros traitements. Certaines usines dépendant du trust étaient bien quelquefois closes, quand on voulait limiter la production générale, mais ce procédé radical n'affectait que les malheureux ouvriers, réduits subitement au chômage. Les collaborateurs grassement salariés continuaient à émarger : les propriétaires. les actionnaires des usines fermées recevaient régulièrement du trust de copieux intérêts. Ainsi le trust n'avait qu'un moyen de réaliser de très gros bénéfices. Il profitait de ce qu'il détenait un monopole pour augmenter considérablement le prix de vente du produit qu'il était le seul à livrer.

Les créateurs des grandes "consolidations" assurent qu'il en va tout autrement avec le nouveau système. Les "operating expenses," les frais généraux de production sont très réduits quand plusieurs institutions similaires se combinent sous une direction concentrée. Les systèmes d'achat et de distribution des matières premières sont simplifiés, tous les intermédiaires sont supprimés, toutes les fonctions pa-